

Prestations de traiteurs pour l'Université de Tours pour la période 2025 - 2029.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°










202505261216

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	10
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
8. LITIGE ET SANCTIONS	15
9. FIN DU CONTRAT	Erreur ! Signet non défini.

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prestations de traiteurs pour l'Université de Tours pour la période 2025 - 2029.
 Acheteur	Université de Tours
 Type de contrat	Accords-cadres mono-attributaires et multi-attributaires de services
 Structure	10 lots
 Lieu d'exécution	Lots 1 à 6 : Département d'Indre-et-Loire (37) Lots 7 à 10 : Département du Loir-et-Cher (41)
 Durée	24 mois - 1 reconduction de 24 mois (soit 48 mois maximum)
 Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
 Variation des prix	Révisibles
 Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de traiteurs pour la période 2025-2029 pour les différents événements de l'Université de Tours.

Les prestations font l'objet de 10 lots, traités séparément, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre, à savoir :

Prestations traiteurs sur le département d'Indre et Loire (37) :

- Lot 1 – Accueil – accord-cadre à bon de commande mono-attributaire
- Lot 2 – Plateaux et box repas – accord cadre à bon de commande mono-attributaire
- Lot 3 – Buffet – accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire
- Lot 4 – Cocktail – accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire
- Lot 5 – Cocktail snacking – accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire
- Lot 6 – Évènement – accord cadre à marchés subséquents multi-attributaire

Prestations traiteurs sur le département du Loir-et-Cher (41) :

- Lot 7 – Plateaux et box repas – accord cadre à bon de commande mono-attributaire
- Lot 8 – Buffet – accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire
- Lot 9 – Cocktail – accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire
- Lot 10 – Évènement – accord cadre à marchés subséquents multi-attributaire

Ces marchés permettront de répondre aux besoins de l'université de Tours pour des prestations de restauration pour différents événements (réunion de travail, accueil, colloques, inauguration, cérémonies, etc..).

■ **Lieu d'exécution :**

Les prestations s'exécuteront sur les différents sites universitaires de l'Université de Tours dont la liste est annexée au cahier des charges et selon l'allotissement suivant :

- Pour les lots 1 à 6, les prestations s'exécuteront sur les sites universitaires de l'Université de Tours présents dans le département d'Indre-et-Loire (37)
- Lots 7 à 10 : les prestations s'exécuteront sur les sites universitaires de l'Université de Tours présent dans le département du Loir-et-Cher (41)

Pour chaque bon de commande ou marché subséquent, le lieu exact de réalisation de la prestation sera précisé dans le bon de commande ou le marché subséquent.

La prestation pourra également se dérouler sur tout site du département 37 ou 41 accueillant de manière temporaire ou permanente l'université de Tours.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

A) Sont exclues du périmètre des présents accords-cadres :

- Les prestations concernant la restauration réalisée à l'extérieur des sites de l'Université de Tours pour lesquelles le propriétaire ou le bailleur des locaux imposerait le choix du traiteur
- Les prestations de restauration réalisées sur le site Mame situé à Tours
- Les installations de food-truck
- Des achats d'aliments et de boissons sans prestations de livraison ni de service

Pour ces différentes hypothèses, l'Université est libre de contracter en dehors du présent accord-cadre.

B) L'université se réserve également la possibilité de contracter en dehors du présent accord :

- Pour les lots n° 3 et 8 « Buffet », 4 et 9 « Cocktail », 6 et 7 « Evènement » : pour les prestations dont le nombre de convives est supérieur à 50 personnes

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles (Bordereaux des prix unitaires (BPU))
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution (bons de commandes et marchés subséquents notamment) et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, représenté par le Président de l'Université de Tours (Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel).

Le service en charge du pilotage du contrat est :

Adresse et coordonnées :

Direction de la Prévention Logistique Santé Sécurité Sureté (DPL3S)
Université de Tours
BP 12050 - 60 rue du Plat D'Etain
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 0247366106
Courriel : emily.rosenfeld@univ-tours.fr

Site internet : www.univ-tours.fr

Les services émetteurs des bons de commandes et marchés subséquents sont :

- Les différents services de l'Université de Tours
- Les différentes composantes de l'Université de Tours (UFR, IUT, IAE)
- Les laboratoires de recherche

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **10 lots**.

Pour les lots n° 1, 2 et 7, la forme retenue pour l'exécution de l'accord-cadre est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Pour les lots n° 3 à 6 et 8 à 10, la forme retenue pour l'exécution de l'accord-cadre est à **Marchés subséquents sans minimum et avec maximum** multi-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

Type	Objet	Lieux exécution	Forme de l'accord-cadre	Mode d'exécution
Lot	Lot n°1 - <i>Accueil</i>	Département 37	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum	Emission de bons de commandes selon les prix indiqués dans le Bordereau des prix unitaires.
Lot	Lot n°2 - <i>Plateau et box repas,</i>	Département 37	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum	

Type	Objet	Lieux exécution	Forme de l'accord-cadre	Mode d'exécution
Lot	Lot n°3 - Buffet	Département 37	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	Passation de marchés subséquents après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre à chaque survenance de besoins. Le marché subséquent sera formalisé par l'émission d'un bon de commande auquel sera annexé le devis du titulaire retenu.
Lot	Lot n°4 - Cocktail	Département 37	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	
Lot	Lot n°5 - Cocktail Snacking	Département 37	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	
Lot	Lot n°6 - Évènement	Département 37	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	
Lot	Lot n°7 - Plateau et box repas	Département 41	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum	Emission de bons de commandes selon les prix indiqués dans le Bordereau des prix unitaires.
Lot	Lot n°8 - Buffet	Département 41	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	Passation de marchés subséquents après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre à chaque survenance de besoins. Le marché subséquent sera formalisé par l'émission d'un bon de commande auquel sera annexé le devis du titulaire retenu
Lot	Lot n°9 - Cocktail	Département 41	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	
Lot	Lot n°10 - Évènement	Département 41	Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans minimum et avec maximum	

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ Multi-attribution :

Pour les accords-cadres multi-attributaires, l'accord-cadre est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes :

Lots multi-attributaires	Nombre minimum d'attributaires (sous réserve d'un nombre d'offre suffisant)	Nombre maximum d'attributaires
Lot n°3 - Département 37 : Buffet	3	3
Lot n°4 - Département 37 : Cocktail	3	3
Lot n°5 - Département 37 : Cocktail Snacking	3	3
Lot n°6 - Département 37 : Évènement	3	3

Lot n°8 - Département 41 : Buffet	3	3
Lot n°9 - Département 41 : Cocktail	3	3
Lot n°10 - Département 41 : Evènement	3	3

■ **Présentation des bons de commande pour les lots n° 1, 2 et 7 :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande établi à partir des prix unitaires du bordereau des prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre et comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations et/ou la date et l'heure d'exécution de la prestation
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le président de l'Université de Tours, le directeur général des services et ses adjoints, les responsables de services, les directeurs d'UFR, d'IAE et d'IUT, les directeurs de laboratoire

■ **Attribution des marchés subséquent pour les lots n° 3 à 6 et 8 à 10 :**

Périodicité de consultation :

Les titulaires de l'accord-cadre sont remis en concurrence à chaque survenance de besoin

Modalité de consultation :

L'acheteur détermine son besoin et consulte les titulaires de l'accord-cadre concerné.

La demande transmise simultanément aux titulaires de l'accord-cadre concerné contient :

- Les règles de la consultation (date de remise des offres, critères d'attribution, etc...)
- La définition du besoin
- Toute autre pièce jugée utile au moment de la consultation

A l'initiative de l'Etablissement, la consultation peut prévoir :

- la possibilité pour le titulaire de proposer une ou plusieurs variantes libres ou demander de chiffrer une variante imposée ;
- la possibilité ou l'obligation pour le titulaire de proposer une ou plusieurs prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles (facultative ou obligatoire)

Les conditions de présentation des éventuelles variantes libre ou prestations supplémentaires éventuelles, sont précisées par le service ou la composante dans les documents de la consultation.

En cas d'absence de mention sur la demande les variantes et les PSE ne sont pas autorisées

Délais de consultation : le délai de de réponse est fixé par le service dans les règles de la consultation.

Modalités de remise des offres :

Le titulaire transmet une offre selon les modalités précisées dans les règles de la consultation.

En cas d'absence de mention, les offres sont à transmettre par retour de mail au service demandeur.

L'offre du titulaire détaillera :

- La composition des prestations
- La nature des mets et des boissons
- Les prestations annexes éventuelles
- Le prix par convive
- Le prix total de la prestation

Critère d'attribution et Analyse des offres :

Les propositions inacceptables, irrégulière (non conformes à la demande...), hors délais et anormalement basses seront éliminées. Le service émetteur peut toutefois, à sa diligence, autoriser tous les titulaires à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'université attribuera les marchés subséquents après mise en œuvre des critères d'attribution suivants, dont la pondération sera précisée dans les documents de la consultation :

Critère	Fourchette de pondération
1. Prix	entre 30 % et 65 %
2. Qualité de la prestation (ex : originalité, composition des menus, nombre de pièces pour un cocktail, moyens humains et matériels mis à disposition pour réaliser la prestation ...)	entre 30 % et 65 %
3 Développement durable (ex : saisonnalité des produits...)	entre 5 % et 25 %

A l'initiative du pouvoir adjudicateur, les critères peuvent le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés.

Résultat de la consultation et commande :

A l'issue de l'analyse des propositions, le service ou la composante informe les candidats par mail du résultat de la consultation.

Le marché subséquent est notifié au titulaire retenu, il peut :

- Prendre la forme d'un Bon de commande auquel est annexé la proposition technique et financière du titulaire, qui sera notifié au titulaire par l'acheteur et vaudra commande
- Prendre la forme d'un contrat écrit signé par le titulaire et l'acheteur, qui sera notifié au titulaire par l'acheteur et vaudra commande

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du contrat :

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée maximale de **48 mois** à compter de sa date de notification, décomposée en 2 périodes comme suit :

Période	Montant maximum	Durée
Lot n°1 - Accueil		
- Période initiale	200 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	200 000,00 € HT	24 mois

Période	Montant maximum	Durée
Lot n°2 - Plateau et box repas		
- Période initiale	250 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	250 000,00 € HT	24 mois
Lot n°3 - Buffet		
- Période initiale	200 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	200 000,00 € HT	24 mois
Lot n°4 - Cocktail		
- Période initiale	200 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	200 000,00 € HT	24 mois
Lot n°5 - Cocktail Snacking		
- Période initiale	100 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	100 000,00 € HT	24 mois
Lot n°6 - Evènement		
- Période initiale	100 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	100 000,00 € HT	24 mois
Lot n°7 - Plateau et box repas		
- Période initiale	20 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	20 000,00 € HT	24 mois
Lot n°8 - Buffet		
- Période initiale	20 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	20 000,00 € HT	24 mois
Lot n°9 - Cocktail		
- Période initiale	20 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	20 000,00 € HT	24 mois
Lot n°10 - Evènement		
- Période initiale	20 000,00 € HT	24 mois
- Reconduction	20 000,00 € HT	24 mois

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Les lettres de consultation et/ou bons de commande spécifient l'horaire souhaité de démarrage des prestations.

Cet horaire, ainsi que le lieu d'exécution des prestations, peuvent être modifiés par l'Administration dans un délai de 24h minimum avant la prestation.

Les commandes pourront être adressées au Titulaire dès la notification et jusqu'au dernier jour de validité

de l'accord-cadre, la date limite d'exécution des bons de commande ou marchés subséquents ne pouvant dépasser un mois au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ **Variation des prix :**

Pour les accords-cadres mono-attributaires à bons de commande :

Pour les accords-cadres mono-attributaires à bons de commande, les prix du Bordereau des prix unitaires (BPU) sont fermes la première année puis **révisables** annuellement à la date anniversaire de la notification du contrat sur demande écrite du titulaire à la hausse comme à la baisse.

La demande de révision de prix sera transmise par le titulaire de l'accord-cadre à l'acheteur et accompagnée des pièces permettant de justifier l'évolution des prix demandée.

Elle sera transmise à l'acheteur au moins 1 mois avant la date d'application des nouveaux tarifs à l'adresse électronique suivante :

emily.rosenfeld@univ-tours.fr

L'acceptation de la demande sera matérialisée par un accord écrit de l'acheteur.

Pour les accords-cadres multi-attributaires à marchés subséquents :

Pour les accords-cadres à marchés subséquents, l'offre de prix remise au titre des marchés subséquents est ferme et non révisable pour toute la durée du marché subséquent.

■ **Clause de sauvegarde :**

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le contrat lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport au précédent tarif.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande ou du marché subséquent est supérieur à 15 000,00 € HT.

Le taux de cette avance est fixé à 20%. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 60% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facturation distincte.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier
Université de Tours
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Autres conditions d'exécution :

Les stipulations complémentaires suivantes s'appliquent :

Les éventuelles conditions d'annulation de commande sans frais sont précisées par le titulaire dans son offre.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications au moment de la livraison des fournitures et/ou à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Par dérogation à l'article 30.4.3 le délai pour enlever les prestations rejeté est de 24h.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations réalisées par le titulaire seront effectuées par le service émetteur du bon de commande.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Les lettres de consultation et/ou bons de commande spécifient l'horaire souhaité de démarrage des prestations. Cet horaire, ainsi que le lieu d'exécution des prestations, peuvent être modifiés par l'Administration dans un délai de 24h minimum avant la prestation.</p> <p>Dans le cas où les délais contractuels d'exécution prévus seraient dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, au-delà d'une demi-heure et jusqu'à une heure et demie de retard, sans mise en demeure préalable, des pénalités correspondant à 20 % de la valeur des prestations commandées.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p> <p>À partir d'un retard supérieur à 1h30, le titulaire est informé que l'Université se réserve également la possibilité de procéder au rejet des prestations ou de les accepter avec réfaction de prix en raison du préjudice subi pour non-déroulement ou mauvais déroulement de l'événement lié aux prestations.</p>
Pénalité pour diminution de la qualité	<p>En cas de baisse dans la qualité des prestations du titulaire, observée et notifiée par écrit par le service utilisateur, ou en cas de tout autre événement du fait du titulaire se déroulant dans le cadre du marché, et qui contreviendrait au bon déroulement des prestations, le titulaire s'expose à des pénalités pouvant s'appliquer dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A partir du 3e constat transmis par écrit : pénalité équivalente à 25% de la prestation mise en cause - A partir du 4e constat transmis par écrit : l'université se réserve la possibilité, après mise en demeure, de résilier l'accord-cadre qui le lie au titulaire, les pénalités pour retard lui restant acquises. Le titulaire ne pourra alors prétendre à aucune indemnité d'aucune sorte. <p>Les pénalités prévues au présent point se calculent de manière indépendante selon les services utilisateurs.</p>
Pénalité pour prestation non exécutée	En cas de prestation non exécutée, en sus du non-paiement des prestations, le titulaire subira une pénalité forfaitaire correspondant à 25% du montant du bon de commande ou du marché subséquent avec un montant minimum de pénalité fixé à 50 €
Présence de nuisibles dans l'alimentation	En cas de présence de nuisible dans l'alimentation (ver, cafard, etc..) le titulaire procède au remplacement du plat concerné sur demande de l'Université. En cas de retard ou de non-exécution, les pénalités ci-dessus sont applicables.
Pénalité pour Intoxication alimentaire d'un participant du fait du titulaire	500 € par cas constaté par un professionnel de santé (sur production d'un certificat médical). Le montant de cette pénalité est plafonné à 10% du montant total HT commandé sur le marché.
Pénalité pour non-respect des	En cas de non-respect des spécifications de salubrités, le titulaire encourt une pénalité de 250 € par constat

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
spécifications de salubrité	
Pénalité pour non-respect des engagements pris en matière de développement durable	En cas de non-respect des engagement pris en matière de développement durable, le titulaire encourt une pénalité de 250 € par constat
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de 250 € par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.
Plafond des pénalités applicables	Le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 15% du montant total HT commandé sur le marché.

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
 28 rue de la Bretonnerie
 45057 Orléans Cedex 1
 Téléphone : 02 38 77 59 00
 Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
 Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ Résiliation pour baisse de la qualité des prestations :

En cas de baisse de la qualité des prestations et à partir du 4^e constat transmis par écrit au titulaire, l'université se réserve la possibilité, après mise en demeure, de résilier l'accord-cadre qui le lie au titulaire, les pénalités pour retard lui restant acquises. Le titulaire ne pourra alors prétendre à aucune indemnité d'aucune sorte.

■ Résiliation en cas de non-réponses répétées aux marchés subséquents :

L'université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre le liant à un titulaire en cas de non-réponse répétée, et ce à partir de la 5^{ème} absence de réponse, sans qu'aucune indemnité d'aucune sorte ne lui soit accordée.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)